

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 678

semaine du
27 octobre au
3 novembre 2021

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com



■ HÔPITAL PUBLIC Les mensonges du ministre Olivier Véran

Marie-Paule Lemonnier

Olivier Véran, interpellé à l'Assemblée nationale par Caroline Fiat, aide-soignante et députée LFI, sur les 5 700 lits supprimés en 2020 : « Quant aux 5 000 lits prétendument fermés, rappelons que si la transformation d'une chambre double en chambre simple pour éviter la propagation d'un virus très contagieux conduit bien à fermer un lit, ce n'est pas un acte volontaire. Le lit n'est fermé que le temps de la pandémie, pour des raisons sanitaires. Il n'est pas destiné à le demeurer. En revanche, tous les projets destinés à moderniser ou créer des hôpitaux, notamment dans la région de M^{me} Fiat, s'accompagnent de réouverture de lits. Je mets d'ailleurs M^{me} Fiat au défi de me citer un seul dossier dans lequel nous demanderions la fermeture

de lits en échange d'investissements. Je me suis moi-même assuré que cette logique-là était révolue. » Mensonges encore une fois du gouvernement, avec une bonne dose de cynisme. Les témoignages sont légion, de toute la France, de personnels et populations qui se battent pour le maintien d'un service, d'un hôpital. A Paris, le projet de l'hôpital Grand Paris Nord prévoit la fermeture de 400 lits. Déjà, 173 lits ont été fermés cet été faute de personnel et le service de neurologie de Bichat ferme. Vingt lits en moins, des malades sont répartis dans les autres services de l'hôpital, des médecins sans service qui suivent leurs patients disséminés un peu partout. La fermeture des hôpitaux de Juvisy, Orsay et Longjumeau dans l'Essonne pour la création d'un seul hôpital à Saclay s'accompagne, là aussi, de la fermeture de 400 lits.

En commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, Adrien Quatennens (LFI) s'indigne : « Il n'est pas concevable que l'argent investi dans l'hôpital se traduise par des fermetures de lits. »

Aux fermetures de lits liées aux restructurations s'ajoutent celles imposées par le manque de personnel. Le professeur Del-fraissy, président du Conseil scientifique, qui a pourtant servi de caution à la politique de Macron au début de la pandémie Covid, fait état d'« un pourcentage important de lits fermés, chiffré à environ 20 % ». A l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (APHP), 18 % des lits (soit environ 4 000) fermés pendant l'été n'ont pu rouvrir.

Olivier Véran s'enferme dans ses mensonges. Il semble découvrir la situation dans les hôpitaux. « Nous venons de donner un coup de sonde dans seize CHU et, effectivement, si on extrapole les données, on constate une hausse de près d'un tiers des postes vacants chez les paramédicaux par rapport à l'automne 2019 (...). Un certain nombre d'unités dans des hôpitaux sont obligées de fermer temporairement, ou de réduire la voilure, faute de soignants, faute surtout de pouvoir en recruter » (interview à Libération, 27 octobre).

Où était le ministre quand, le 24 juin, plus de 500 personnes se sont rassemblées devant le ministère de la Santé à l'appel des comités de défense des hôpitaux Beaujon et Bichat, avec les syndicats CGT et FO ? En revanche, le 5 août, il était à l'Assemblée nationale où il s'est battu jusque tard dans

la nuit pour que passe l'amendement sur l'obligation vaccinale des soignants. Et, le 15 septembre, sur Franceinfo il se félicitait : « Environ 15 000 soignants (en fait probablement 20 000 à 30 000, Ndlr) ont été suspendus, soit une proportion très, très faible (...) l'important, c'est que les hôpitaux et les Ehpad n'aient pas fermés (...). Il n'y a pas eu de transferts massifs de malades. »

« Il y avait déjà 30 % de postes non pourvus avant la crise », analyse Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France (Le Figaro, 12 octobre 2021) « Cela ne s'est pas arrangé avec la fatigue accumulée et les contraintes de réorganisations (...). »

•••/•••

■ CÔTES-D'ARMOR 1 000 manifestants le 23 octobre à Guingamp

Le gouvernement avait misé, depuis le 12 juillet dernier, sur une campagne brutale de division et de répression : les hospitaliers étaient rendus responsables des morts du Covid, 19 000 étaient mis à pied par un ministre certain d'avoir ainsi barré la route à la jonction entre la population et les hospitaliers.

Mais la situation commence à se modifier : les manifestations qui se multiplient dans les départements montrent que la population, les hospitaliers, les militants, un temps sidérés et divisés, n'acceptent pas, et à nouveau cherchent à s'unir pour résister.

La proposition faite à Mayenne de monter ensemble le 4 décembre au ministère de Véran correspond à cette situation qui se modifie.

Pour exiger le maintien de la chirurgie et de la maternité à l'hôpital de Guingamp (22), une manifestation s'est tenue ce samedi matin 23 octobre. Regroupant les soignants, la population, les élus, les organisations syndicales... elle a rassemblé un millier de personnes déterminées, d'abord devant l'hôtel de ville puis en

manifestation dans les rues du centre-ville de Guingamp, avec pancartes et banderoles : « *Maternité + Chirurgie conservées = sécurité et équité des soins préservés* » ; « *Défendons notre maternité* »...

« **Monter le 4 décembre chez Véran ? Ça c'est intéressant** »

● **Echange avec le responsable du syndicat Sud santé** : « Nous avons eu confirmation cette semaine qu'ils veulent soi-disant renforcer les hôpitaux de Lannion et de Saint-Brieuc... en fermant la chirurgie et la maternité de l'hôpital de Guingamp ! Alors que 8 000 actes de chirurgie sont effectués, ainsi que 550 naissances chaque année à Guingamp.

Informé de la manifestation qui se prépare pour le 4 décembre à Paris, au ministère de la Santé, il a cette réaction : « Oui, à un moment donné, il faudra aller manifester chez Véran ! »

● **Une responsable du syndicat CGT déclare au micro** : « Ils veulent concentrer la chirurgie et la maternité sur Lannion et Saint-... »

Les mensonges du ministre Véran (suite)

Sur des services déjà sous pression, ne serait-ce que 1 ou 2 % de départs en plus créent des tensions supplémentaires. »

Entre 2018 et 2021, un peu plus d'un millier d'étudiants infirmiers en formation ont démissionné avant la fin de leurs études. « Une enquête sera lancée pour en comprendre les raisons », dit Olivier Véran (*Libération*, 27 octobre).

Les raisons, les voici, monsieur le Ministre.

« Après la crise, encore la crise : la Pitié-Salpêtrière à bout de souffle », titre *Le Monde*, le 20 octobre. Dans cet hôpital, « le plus grand d'Europe », 10 % des lits sont fermés, soit 166 ; un tiers des lits en pneumologie ; un tiers des lits en pédopsychiatrie. Un médecin cherche désespérément un lit pour une adolescente en plein délire : « On n'a aucune place en Ile-de-France. On ne sait pas ce qu'on va faire. »

Le 28 octobre, le Comité inter-hospitalier (CIH) a tenu une conférence de presse, dénonçant une situation catastrophique en pédiatrie.

« Les difficultés que nous rencontrons actuellement sont totalement inédites », a déclaré le docteur Ackermann, pédiatre à l'hôpital de Bicêtre (AP-HP), 10 lits sur 24 sont fermés dans son service. « En ce mois d'octobre, nous n'avons pas pu accueillir cinq enfants en situation d'urgence vitale, nous avons dû annuler 25 hospitalisations. »

Le docteur Ouss, pédopsychiatre à l'hôpital Necker-Enfants-Malades, dénonce des « conditions inéthiques, suscitant une charge mentale, une responsabilité terrible, qui ne suscitent pas de vocations et contribuent à éloigner de l'hôpital de jeunes praticiens ».

Un infirmier dit arriver à l'hôpital « la boule au ventre, car nous ne savons pas si nous sommes en nombre suffisant ».

« A terme, on constate une perte de chances pour l'enfant qui a besoin de soins, pour les parents confrontés à la maladie chronique, et un épuisement des soignants », conclut le professeur Desguerre, chef de service en neuro-pédiatrie à Necker. ■

1 000 manifestants à Guingamp (suite)

Briec alors qu'aujourd'hui, l'hôpital de Saint-Briec nous envoie des patients en chirurgie parce qu'ils manquent de personnel ! »

Discussion avec un responsable du comité de défense de l'hôpital de Guingamp : « Notre comité rassemble des citoyens, des élus, les organisations syndicales... Ils veulent laisser la population dans l'ignorance de ce qui se trame, mais nous pensons que rien n'est joué. La petite musique que l'on entend ici et là comme quoi

tout serait plié, c'est insupportable ! Pour eux, dans un hôpital de proximité, il ne doit y avoir ni chirurgie, ni maternité. Nous n'acceptons pas cela, pas d'hôpital low-cost ; on n'en veut pas ! Tous nous défendons le maintien inconditionnel de la maternité et de la chirurgie à Guingamp. » Informé de la manifestation qui se prépare sur Paris le 4 décembre : « Oui, ça c'est intéressant. Je vais en informer le comité de défense. » ■



Les manifestants rassemblés devant l'hôtel de ville de Guingamp, le 23 octobre.

Correspondant

■ SARTHE

500 manifestants le 21 octobre pour défendre l'hôpital du Bailleul

L'agence régionale de santé (ARS) menace de fermer les urgences, le bloc opératoire et la maternité, en avançant le manque de médecins.

Pascal Grandet, président d'Audace 53, association de défense de l'hôpital du Nord-Mayenne, dans le département voisin, a expliqué au micro la mobilisation pour défendre l'hôpital de Mayenne : « Nous avons décidé avec les

élus, les maires, les conseillers départementaux, les députés, les sénateurs, toutes tendances confondues, d'aller à Paris, au ministère, le samedi 4 décembre. Mayenne, Le Bailleul, Guingamp, Bourges, Oléron, Dole, Vitry, Fougères... Ce sont partout les mêmes difficultés, partout les mêmes menaces. Nous demandons une entrevue à Olivier Véran. » Il a proposé aux manifestants de la Sarthe de monter avec Mayenne à Paris le 4 décembre. ■

**Amis lecteurs d'Informations ouvrières,
merci de porter tous ces faits
à la connaissance des hospitaliers.**

Je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

Par prélèvement mensuel : 5,80 euros

Pour consulter l'édition numérique d'IO (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....@.....

- 5 numéros "découverte" : 7 euros 12 numéros : 17 euros 4 mois (17 numéros) : 24 euros
 6 mois (25 numéros) : 33 euros 1 an (51 numéros) : 65 euros 1 an, pli clos : 110 euros
 12 numéros : 10 euros pour tout premier abonnement

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.